

## Conseil européen

Des conclusions du Conseil européen, qui s'est tenu les 23 et 24 mars à Bruxelles, long et fastidieux catalogue de bonnes intentions, on retiendra cependant que :

- ♦ une partie entière (II) est consacrée à "une politique énergétique pour l'Europe" dans laquelle "le Conseil européen préconise une politique énergétique pour l'Europe afin, à la fois, d'assurer l'efficacité de la politique communautaire, la cohésion entre les Etats membres et la cohérence entre les actions menées [...] et d'atteindre, tout en les équilibrant, les trois objectifs que sont la sécurité de l'approvisionnement, la compétitivité et la viabilité environnementale" (44). Cette politique énergétique "devrait être établie sur la base de perspectives communes" (46). La réalisation des trois objectifs devrait, notamment, "être compatible avec les objectifs de service public" (47). Un programme de huit mesures est fixé à la Commission (51), dont la présentation d'un "plan d'action en matière d'efficacité énergétique avant mi 2006".

- ♦ Au point 57 des conclusions, "le Conseil accueille avec satisfaction le vote intervenu au Parlement européen [sur la directive services] et attend avec intérêt la proposition modifiée de la Commission. Il prend bonne note de l'intention de la Commission de fonder dans une large mesure la proposition modifiée sur le résultat de la première lecture du Parlement européen et espère que les institutions seront en mesure de faire aboutir rapidement le processus législatif." (voir également ci-dessous).

- ♦ Au point 65, "le Conseil européen insiste sur l'importance que revêtent la mise en oeuvre des projets de RTE dans les domaines des transports et de l'énergie et la mise en place par les Etats membres et les institutions européennes, d'incitation appropriées pour encourager les investissements dans les infrastructures"; mais quel effet cela peut-il avoir quand on sait que les restrictions du budget communautaire vont réduire la liste des projets RTE prioritaires ?

Par ailleurs, le Conseil a renvoyé à sa session de juin prochain les questions de l'avenir de la Constitution et des frontières de l'Europe (voir également ci-dessous).

A l'issue du Conseil, parlant de la question énergétique, le chancelier Schüssel, qui exerce la présidence autrichienne de l'Union, a déclaré : "dans dix ans, quand vous regarderez ce qu'il s'est passé aujourd'hui, vous vous rendrez compte que ce fut historique". Beaucoup d'observateurs, cependant, relèvent l'absence de base juridique, les incertitudes et ambiguïtés notamment sur l'aspect institutionnel, de la politique énergétique, même si des objectifs chiffrés sont donnés. (voir également ci-dessous Parlement européen).

## Parlement européen

- ♦ **Livre blanc sur les SIG** : Presque deux ans après son adoption, le Parlement estime pouvoir rendre son avis sur le Livre blanc lors de sa session plénière de juillet. Cela a été rendu possible par la désignation de la commission des affaires économiques et monétaires (rapporteur Bernhard Rapkay, PSE Allemagne) comme chef de file, par l'attribution du traitement de la question de la libre prestation à la commission marché intérieur (rapporteur Lasse Lehtinen, PSE Finlande) et par la mise en place d'une coopération entre les deux commissions. Un des points sensibles sera la question de la directive cadre sur les SIG.

## European Council

Conclusions of the European Council, which was held on 23<sup>rd</sup> and 24<sup>th</sup> March in Brussels, came up with a lengthy and tedious list of good intentions, noteworthy among them are:

- ♦ an entire section (II) is devoted to "energy policy for Europe" in which "the European Council recommends Energy Policy for Europe so as to, concurrently, ensure the effectiveness of the Community policy, cohesion between Member States, coherence between different actions [...] and the fulfilment, in a balanced way, of the three objectives of security of supply, competitiveness and environmental feasibility." (44). This energy policy "should be set up on the basis of shared perspectives" (46). In particular, the achievement of the three objectives would have "to be consistent with the objectives of public service" (47). The Commission should lay down a program comprising of eight measures (51), including submitting an "action plan on energy efficiency by mid 2006".

- ♦ In point 57 of the conclusions, "The European Council welcomes the European Parliament's vote [on Services Directive] and looks forward to the Commission's modified proposal. The European Council takes note of the Commission's intention to base the amended proposal largely on the outcome of the European Parliament's first reading and, expresses the hope that the institutions concerned will be able to swiftly conclude the legislative process " (see below).

- ♦ In point 65, "The European Council stresses the importance of carrying out the TEN projects in the fields of transport and energy and the introduction of the right incentives in order to encourage infrastructure investment from Member States and European institutions."; however, what effect will that have when it is clear that the restrictions on the Community budget will shorten the list of TEN priority projects?

Further, the Council postponed, until its June session, discussions on the questions of the future of the Constitution and of European borders (see also below).

Speaking on the energy question at the end of the Council meeting, chancellor Schüssel, the current president of the Austrian presidency of the Union, declared that: "in ten years time, looking back to what has happened today, one will realise how historical this moment is". However, many observers noted the absence of the legal base and some uncertainties and ambiguities, in particular, on the institutional aspect, in the energy policy even if quantitative objectives are provided (see also below the European Parliament).

## The European Parliament

- ♦ **White Paper on SGI**: Nearly two years after its adoption, the Parliament is ready to give its opinion on the White Paper during the July plenary session. This has been rendered possible by the appointment of the economic and monetary affairs committee (rapporteur Bernhard Rapkay, PSE Germany) as the leader, by the assignment of the issue of freedom of service provision to the internal market committee (rapporteur Lasse Lehtinen, PSE Finland) and by the setting up of cooperation between the two committees. One of the sensitive issues will be the question of framework directive on SGI..../...

♦ **Energie** : Alors que le Conseil européen délibérait, les députés européens ont adopté, le 23 mars, une résolution demandant un plan d'action concret pour une politique européenne de l'énergie plus ambitieuse. Il demande, notamment, à la Commission "d'assurer une concurrence loyale et non discriminatoire et d'éviter la formation de marchés oligopolistiques", une coopération plus étroite entre autorités de la concurrence nationales et européennes "afin d'apporter une réponse coordonnée et véritablement européenne au patriotisme économique qui se fait jour". La Gauche unifiée et les Verts ont voté contre cette résolution à cause de deux amendements de dernière minute sur la fission nucléaire et la fusion thermonucléaire.

♦ **Elargissement** : Le Parlement européen a demandé que la "capacité d'absorption" par l'Union de nouveaux membres soit précisée. Le rapport d'initiative d'Elmar Brok (PPE-DE Allemagne), adopté, le 16 mars, par 397 voix pour, 95 contre et 37 abstentions, demande à la Commission européenne de présenter avant la fin de l'année un rapport définissant les critères qui sous-tendent le concept de "capacité d'absorption de l'Union" et préconise un rapport du Parlement sur le même sujet. Le rapport préconise également d'insérer un "cadre multilatéral" en tant que mesure intermédiaire pour les aspirants à l'adhésion (voir également ci-dessus Conseil européen).

Rappelons que la "capacité d'absorption" est la quatrième critère d'adhésion retenu par le Conseil européen de Copenhague en 1993. Les Etats membres avaient alors déclaré que la capacité de l'Union à absorber de nouveaux membres tout en maintenant l'élan de l'intégration européenne était un élément à prendre en considération dans l'intérêt général tant de l'Union que des pays candidats ; le traité actuel de l'Union, contrairement au traité constitutionnel, ne prévoit pas de dispositions institutionnelles au delà de vingt sept membres (les vingt cinq actuels, plus la Bulgarie et la Roumanie)

---

## Fonds européen d'ajustement à la mondialisation

La Commission européenne a adopté le 1er mars une proposition de règlement sur la mise en place d'un fonds européen d'ajustement à la mondialisation qui doit entrer en vigueur le 1er janvier 2007, en même temps que le cadre financier 2007/2013. Cette proposition fait suite aux décisions du Conseil européen de décembre dernier (voir bulletin 187). Le fonds, qui restera en dehors du cadre financier, "permettra de fournir une assistance complémentaire aux travailleurs qui perdent leur emploi en raison de modifications majeures de la structure du commerce mondial". D'un montant annuel maximum de 500 millions d'euros, il complétera l'action des Etats membres au niveau national, régional et local.

---

## Directive cadre services

Les premiers éléments de rédaction de la proposition modifiée de directive services par la Commission qui ont filtré laissent entendre que les amendements votés par le Parlement européen le 16 février dernier ne seraient pas tous repris. C'est pourquoi, le CELSIG a écrit, le 28 mars 2006, au cabinet du président Barroso pour demander expressément qu'en ce qui concerne les services d'intérêt général la nouvelle proposition de la Commission reprenne le texte voté en première lecture par le Parlement.

Texte consultable sur [www.celsig.org](http://www.celsig.org)

♦ **Energy**: At the time when the European Council was discussing the energy issue, members of the European parliament adopted, on March 23<sup>rd</sup>, a resolution calling for a concrete action plan for a more ambitious European energy policy. In particular, it calls for the Commission "to ensure a fair and open competition and to avoid the creation of oligopolistic markets" and for a closer co-operation between national and European competition authorities "in order to bring forth a coordinated and genuine European response to the economic patriotism which is currently unfolding". The united Left and the Greens voted against this resolution due to two last minute amendments on nuclear fission and thermonuclear fusion.

♦ **Enlargement**: The European Parliament has called for a clear specification of the Union's "absorption capability" of new members. The initiative report by Elmar Brok (EPP-ED Germany), adopted on 16<sup>th</sup> March by 397 votes for, 95 against and 37 abstentions, calls the European Commission to submit a report defining the criteria which underlie the concept of "absorption capability of the Union", before the end of the year and recommends a report by the Parliament on the same issue. The report also recommends the inclusion of a "multilateral framework" as a preliminary measure for aspiring candidates to the adhesion (see above, European Council).

It should be recalled that the "absorption capability" is the fourth adhesion criterion considered by the European Council of Copenhagen in 1993. Member States declared, at that time, that the capability of the Union to absorb new members, whilst maintaining the trend of European integration, was to be taken into account in the general interest of the Union as well as that of the candidate countries; the present treaty of the Union, contrary to the constitutional treaty, does not provide for institutional measures beyond twenty seven members (the twenty five current ones, plus Bulgaria and Romania).

---

## European Globalisation Adjustment Fund

On 1<sup>st</sup> March the European Commission adopted a regulation proposal on the setting up of European Globalisation Adjustment Fund which is to become effective on 1<sup>st</sup> January 2007, at the same time as the 2007/2013 financial framework. This proposal follows the decisions of the European Council of December (see bulletin 187). The fund, which will remain outside the financial framework, "will make it possible to provide a complementary assistance to workers who happen to lose their jobs due to major modifications in the world trade structure". With a maximum annual amount of 500 million euros, it will supplement Member States actions at the national, regional and local level.

---

## Services framework directive

The first indications on the drafting of the modified proposal for a services directive by the Commission which have so far filtered out suggest that amendments voted by the European Parliament on 16<sup>th</sup> February will not all be taken into account. This is why, on 28<sup>th</sup> March 2006, CELSIG wrote a letter to the office of president Barroso to formally demand that, as regards services of general interest the new Commission's proposal should take up the text voted in first reading by the Parliament.

Text available at : [www.celsig.org](http://www.celsig.org)

**NOUVELLES-NEWS-EUROPE** est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, E-mail : <celsig@celsig.org> [www.celsig.org](http://www.celsig.org) Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 € *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.